



MGF EN CÔTE D'IVOIRE: BREF COMPTE-RENDU

Mars 2020

Principaux constats et indicateurs¹



Prévalence : En Côte d'Ivoire, la prévalence des MGF chez les femmes âgées de 15 à 49 ans est de 36,7%



Géographie : Les régions montrant les prévalences les plus élevées se situent au nord et à l'ouest ; celles avec les plus basses sont au centre et centre-est



Âge : L'UNICEF² a précédemment estimé qu'environ la moitié des filles étaient excisées avant l'âge de cinq ans (sur la base de l'EDS 2011-2012). L'enquête MICS 2016 suggère que les filles risquent d'être excisées quelle que soit leur tranche d'âge. Cependant, en l'absence de données supplémentaires, il n'est pas possible d'identifier l'âge le plus courant de l'excision dans la Côte d'Ivoire d'aujourd'hui



Type : Le type de MGF le plus couramment pratiqué est « l'entaille, avec chair enlevée ».



Agent : Presque toutes les MGF sont pratiquées par des exciseuses traditionnelles



Attitudes : 79,4% des femmes âgées de 15 à 49 ans pensent que les MGF devraient être abandonnées



Classement IDH : 170ème sur 189 pays (2018)



Classement Indice Genre et ODD : 111ème sur 129 countries (2019)



Population : 25 297 212 (au 27 janvier 2020), avec un taux de croissance de 2,26% (estimation de 2020)



Taux de mortalité infantile : 67 décès pour 1 000 naissances vivantes (2015)



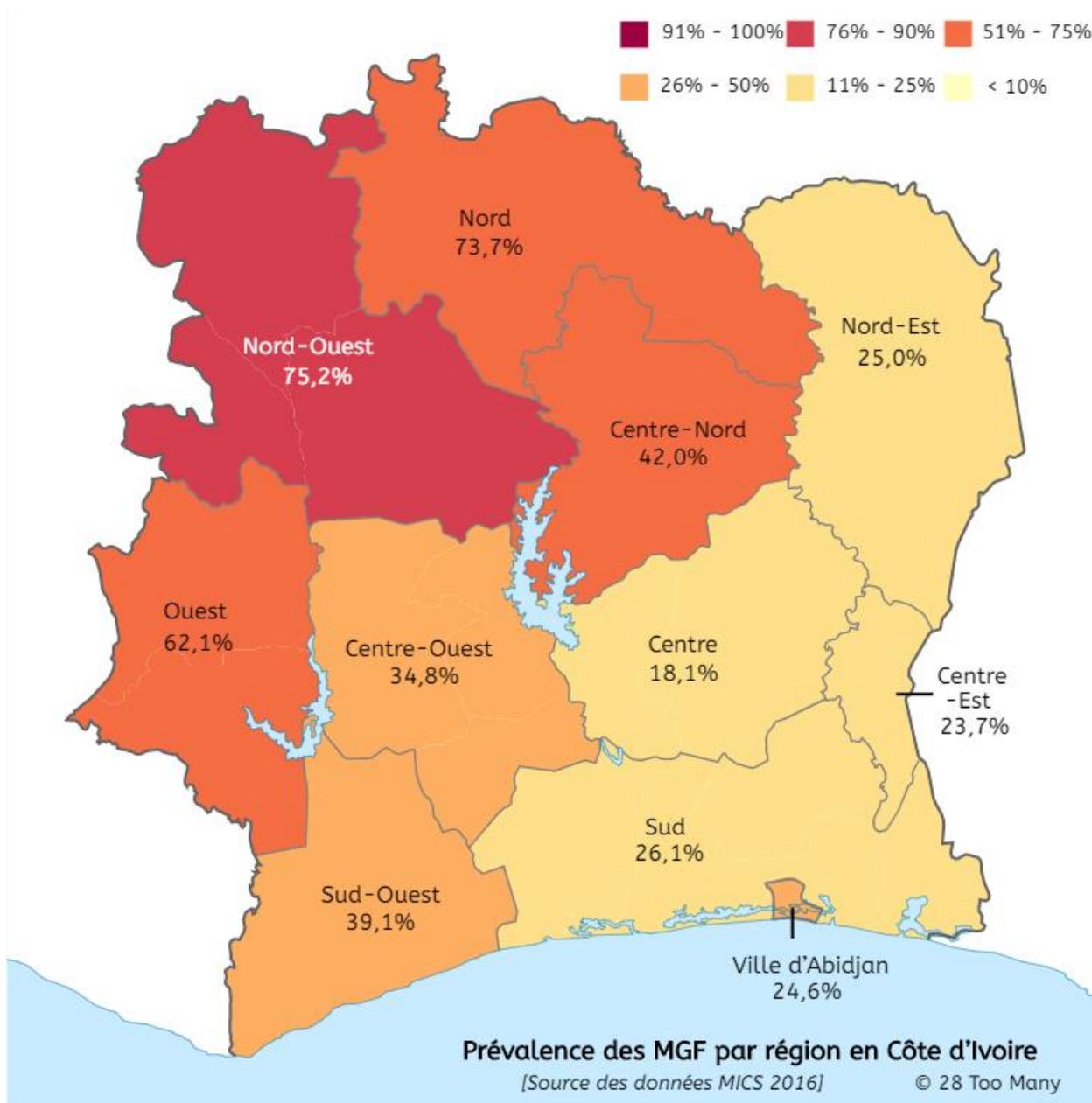
Ratio de mortalité maternelle : 645 décès pour 100 000 naissances vivantes (2015)



Taux d'alphabétisation : 43,1% de la population totale âgée de 15 ans et plus peut lire et/ou écrire

Prévalence des MGF

Les prévalences les plus élevées de MGF en Côte d'Ivoire se situent dans le nord-ouest (75,2% des femmes âgées de 15 à 49 ans) et le nord (73,7%). Les prévalences les plus faibles se situent dans le centre (18,1%) et le centre-est (23,7%). Les femmes âgées de 15 à 49 ans qui vivent en zone rurale sont plus susceptibles de subir des mutilations génitales féminines (43,8%) que les femmes vivant en zone urbaine (30,8%). La prévalence dans la capitale économique, Abidjan, est de 24,6%³.



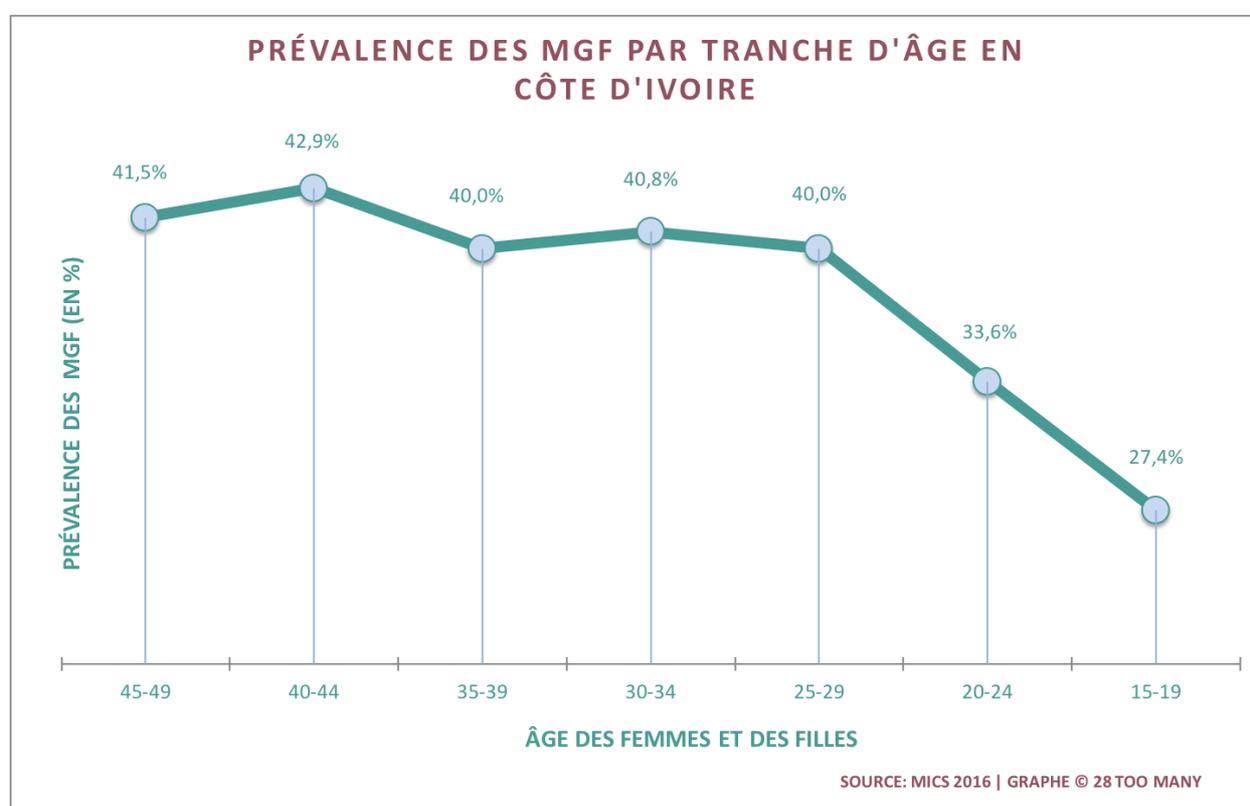
Les mutilations génitales féminines sont pratiquées en Côte d'Ivoire par des personnes de toutes religions et de tous groupes ethniques, bien qu'à des degrés divers. Le groupe ethnique avec la prévalence la plus élevée parmi les femmes âgées de 15 à 49 ans est les Mandé du nord, avec 60,7%, suivi par les Gur, avec 59,1%. Le groupe avec la plus faible prévalence est les Akan, à 2,7%, suivi par

les Krou, à 14,1%⁴. Cependant, ces chiffres doivent être interprétés avec prudence en raison du nombre relativement faible de femmes interrogées.

La prévalence chez les femmes musulmanes âgées de 15 à 49 ans est de 61,5%, de 48,5% chez les animistes et les « sans religion », et de 11,8% chez les chrétiennes.⁵

La Côte d'Ivoire compte également une importante population de migrants originaires de pays où les MGF sont fréquemment pratiquées. 28 Too Many estime qu'en 2019, la Côte d'Ivoire comptait environ 750 000 de femmes et filles migrantes potentiellement touchées par les MGF (c'est-à-dire ayant subi ou risquant de subir cette pratique), en particulier celles originaires du Burkina Faso, du Mali et de la Guinée.

Tendances de la prévalence des FGM



Le MICS 2006 a enregistré la prévalence des MGF chez les femmes âgées de 15 à 49 ans à 36,4%⁶. En 2011/12, l'EDS a estimé la prévalence à 38,2%⁷.

L'enquête MICS la plus récente (2016) donne une prévalence des MGF de 36,7% chez les femmes âgées de 15 à 49 ans. Les données suggèrent donc que la prévalence globale des MGF en Côte d'Ivoire n'a pas changé de manière significative au cours des dernières années.

La ventilation des données les plus récentes par groupe d'âge montre cependant que la prévalence pour les femmes âgées de 45 à 49 ans est de 41,5%, tandis qu'elle tombe à 27,4% pour le groupe le plus jeune⁸. Les données démontrent une tendance à des prévalences plus faibles chez les femmes plus jeunes.

MGF transfrontalières

La Côte d'Ivoire a des frontières communes avec d'autres pays, dont la Guinée et le Mali, où la prévalence des MGF reste élevée et où l'existence et l'application des lois varient considérablement. L'accroissement des mouvements transfrontaliers à des fins de pratique de MGF, ou dans le but de fuir des poursuites judiciaires, peut être une conséquence directe de l'application des lois. Les jeunes filles vivant au sein des communautés frontalières, comme dans le nord de la Côte d'Ivoire, sont donc particulièrement vulnérables face à ce phénomène.

L'on ignore dans quelle mesure les déplacements à travers les frontières nationales voisines à des fins de MGF constituent un problème pour la Côte d'Ivoire, bien que l'on sache qu'il s'agit d'un défi régional en Afrique de l'Ouest.

MGF médicalisées

Jusque récemment, la médicalisation des MGF ne semblait pas être significative en Côte d'Ivoire : selon des données datant de 2012, seulement 0,3% des femmes de 15 à 49 ans ayant subi une MGF avaient été excisées par un professionnel de santé⁹. Des rapports plus récents indiquent toutefois qu'un nombre croissant de professionnels de la santé prennent part à des MGF en Afrique de l'Ouest, et que ces MGF médicalisées pourraient être en hausse en Côte d'Ivoire¹⁰.

Législation

L'article 5 de la Constitution de la Côte d'Ivoire (révisée en 2016) vise et interdit spécifiquement les MGF : « L'esclavage, la traite des êtres humains, le travail forcé, la torture physique ou morale, les traitements inhumains, cruels, dégradants et humiliants, les violences physiques, les mutilations génitales féminines ainsi que toutes les autres formes d'aviilissement de l'être humain sont interdits¹¹ ».

La loi n° 98-757 du 23 décembre 1998 portant répression de certaines formes de violences à l'égard des femmes interdit et punit la pratique des MGF. C'est la loi principale régissant les MGF en Côte d'Ivoire¹².

Plusieurs **poursuites** pour MGF ont eu lieu en Côte d'Ivoire, mais les détails de ces affaires sont limités et l'information relative à l'exécution des peines n'est pas publique. Il semble que de telles condamnations restent rares en Côte d'Ivoire ; il semble aussi que les MGF continuent dans les communautés affirmant que c'est leur coutume et qu'elles ne sont pas informées de son caractère illégal.

Action pour mettre fin aux MGF

En Côte d'Ivoire, le **Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité** est chargé de protéger les femmes et les filles en règle générale, et de garantir l'égalité des femmes dans les domaines économiques, sociaux, et culturels. Piloté par le ministère, le **Comité national de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants** apporte un soutien aux femmes et aux enfants victimes de violences.

Après la guerre civile en Côte d'Ivoire, un **Plan d'action national** fut mis en place entre 2008 et 2012 qui incluait spécifiquement la protection des femmes et des filles contre les violences sexuelles, y compris les MGF. Le plan prévoyait un renforcement des capacités de la police et de l'appareil judiciaire en vue de l'application des lois¹³. Il n'est pas clairement établi si un nouveau Plan d'action national pour la lutte contre les MGF a été mis en œuvre depuis 2012.

Dans le rapport présenté au Comité des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies en 2015, le gouvernement ivoirien a indiqué mener des campagnes d'information autour des MGF, et avoir mis en place des alternatives professionnelles pour les exciseuses dans le nord du pays. Cependant, le rapport indique également que « la question est passée au second plan, car la population urbaine est supérieure à la population rurale, où la pratique des MGF est fortement prévalente », et qu'« avec la modernisation, la pratique disparaîtrait d'elle-même »¹⁴.

De nombreuses ONG internationales et locales de terrain travaillent sur des projets visant à éradiquer les MGF en Côte d'Ivoire ; d'autre part, des comités de surveillance et de protection ont été mis en place dans de nombreuses communautés¹⁵. Selon les médias, des représentants de la Côte d'Ivoire auraient également participé à des événements ces dernières années pour discuter de la question des MGF transfrontalières avec les pays voisins. En mai 2019, l'ONG ivoirienne **La Fondation Djigui La Grande Espérance**, en partenariat avec l'Union européenne et **l'Association des ONG internationales pour le service volontaire international (AVSI)**, a lancé un programme appelé *Projet d'appui au développement social inclusif par la lutte contre les mutilations génitales féminines*. Le projet vise à investir 400 millions de francs CFA dans six régions de Côte d'Ivoire pour sensibiliser au moins 500 000 personnes aux MGF¹⁶.

Le travail d'éradication de la pratique reste cependant difficile. Les MGF sont profondément ancrées dans les communautés rurales de Côte d'Ivoire, en particulier dans le nord et l'ouest du pays, et les programmes visant à mettre fin à cette pratique se heurtent à une résistance farouche. Les représentants des gouvernements régionaux de l'ouest du pays ont qualifié des villes comme Gbonné, Biankouma et Sipilou de "*triangles de la résistance*" à l'abandon des MGF. Selon la société civile, les tentatives passées de sanctionner les auteurs de MGF dans les régions où les MGF sont fréquemment pratiquées ont rarement progressé et les arrangements "extrajudiciaires" négociés entre les chefs de village et les commissaires de police locaux étaient monnaie courante¹⁷.

Malgré cette résistance continue des communautés, en février 2019, le gouvernement de Côte d'Ivoire a réaffirmé son engagement à éradiquer les MGF et a appelé à un effort collectif dans tout le pays¹⁸.

Références

- 1 - ('MICS'): Institut National de la Statistique (INS) (2017) *Enquête par grappes à indicateurs multiples, 2016, Rapport des Résultats clés*, pp.145–148. Abidjan, Côte d'Ivoire. https://mics-surveys-prod.s3.amazonaws.com/MICS5/West%20and%20Central%20Africa/Côte%20d%27Ivoire/2016/Final/Côte%20d%27Ivoire%202016%20MICS_French.pdf (consulté le 27 janvier 2020).
- ('EDS'): Institut National de la Statistique (INS) et ICF International (2012) *Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples de Côte d'Ivoire 2011-2012*, p.338. Calverton, Maryland, USA : INS et ICF International. <http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR272/FR272.pdf> (consulté le 11 juin 2017).
- United Nations Development Programme (2018) *Human Development Reports*. <http://hdr.undp.org/en/2018-update> (consulté le 12 juin 2019).
- Equal Measures 2030 (2019) *Tirer parti des données pour atteindre l'égalité de genre: Présentation de l'indice du genre dans les ODD 2019 d'EM2030*, pp.12–13. https://data.em2030.org/wp-content/uploads/2019/08/EM2030_2019_Global_Report_French_6August_WEB.pdf (consulté le 12 Juin 2019).
- Country Meters (2020) Côte d'Ivoire, 27 janvier 2020. http://countrymeters.info/en/Cote_d'Ivoire (consulté le 27 janvier 2020).
- Central Intelligence Agency (2020) *World Factbook: Côte d'Ivoire*, 22 janvier. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/iv.html> (consulté le 27 janvier 2020).
- Countdown to 2030 (2015) *A Decade of Tracking Progress for Maternal, Newborn and Child Survival The 2015 Report: Côte d'Ivoire*. http://countdown2030.org/documents/2015Report/Cote_d'Ivoire_2015.pdf (consulté le 12 juin 2017).
- WHO, UNICEF, UNFPA, World Bank Group and United Nations Population Division Maternal Mortality Estimation Inter-Agency Group (2015) *Maternal mortality in 1990-2015: Côte d'Ivoire*. http://www.who.int/gho/maternal_health/countries/civ.pdf?ua=1 (consulté le 12 juin 2017).
- 2 UNICEF (2013) *Statistical Profile on Female Genital Mutilation/Cutting: Côte d'Ivoire*, Décembre 2013. http://data.unicef.org/wp-content/uploads/country_profiles/C%C3%B4te%20d%27Ivoire/FGMC_CIV.pdf (consulté le 31 Janvier 2020).
- 3 MICS, p.145.
- 4 *Ibid.*
- 5 *Ibid.*
- 6 Institut National de la Statistique (INS) [Côte d'Ivoire] (2007) *Enquête à indicateurs multiples, Côte d'Ivoire 2006, Rapport final, Abidjan, Côte d'Ivoire : Institut National de la Statistique*, p.116. https://mics-surveys-prod.s3.amazonaws.com/MICS3/West%20and%20Central%20Africa/C%C3%B4te%20d%27Ivoire/2006/Final/Côte%20d%27Ivoire%202006%20MICS_French.pdf (consulté le 27 janvier 2020).
- 7 EDS.
- 8 MICS, p.145.
- 9 EDS.
- 10 Pierre Foldes and Frédérique Martz (non daté) 'La médicalisation des mutilations génitales féminines', *Revue Migration Forcée*, <https://www.fmreview.org/fr/changementsclimatiques-desastres/foldes-martz>
- 11 *Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire* (2016) <http://www.caidp.ci/uploads/52782e1004ad2bbfd4d17dbf1c33384f.pdf>.
- 12 *Loi portant répression de certaines formes de violences à l'égard des femmes (MGF)* (1998), <http://evaw-global-database.unwomen.org/fr/countries/africa/cote-d-ivoire/1998/loi-repression-certaines-violences-fgm>.
- 13 Republic of Cote D'Ivoire; Ministry of the Family, Women and Social Affairs; and Gender Equality and Promotion Directorate (2008) *National Action Plan for the Implementation of Resolution 1325 of the Security Council (2008–2012) Background Document*. <https://evaw-global-database.unwomen.org/fr/countries/africa/cote-d-ivoire/2008/plan-national-d-action-pour-la-mise-en-euvre-de-la-resolution-1325--2000-du-conseil-de-securite>

-
- 14 United Nations Human Rights Office of the High Commissioner (2015) *Human Rights Committee considers report of Côte d'Ivoire*.
<http://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=15722&LangID=E>.
 - 15 Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (2017) *Côte d'Ivoire : Les mutilations génitales féminines (MGF) en Côte d'Ivoire*, p.6.
https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/1702_civ_mgf.pdf.
 - 16 Abidjan.net (2019) *Lancement d'un projet de lutte contre les mutilations génitales féminines dans six régions ivoiriennes*, 2 mai. <https://news.abidjan.net/h/656498.html>.
 - 17 *Ibid.*
 - 18 Par Frank Yeo (2019) *Cote d'Ivoire: Lutte contre les MGF - Le gouvernement appelle à la mobilisation de toute la nation*, 6 février. <https://fr.allafrica.com/stories/201902060793.html>.

Cover image: Roman Yanushevsky (2013) *Deux jeunes et belles femmes africaines vendent des marchandises au marché de la ville d'Abidjan*. Shutterstock ID 496581574.

Veillez noter que l'utilisation d'une photo d'une fille ou d'une femme dans ce rapport n'implique pas que celle-ci ait, ou n'ait pas, subi une MGF.

© 28 Too Many 2020
Organisation caritative enregistrée sous le n° 1150379
Société à responsabilité limitée n° 08122211
Courriel : info@28toomany.org

